

LES HÔTELS BAVEREZ



REGINA
PARIS



RAPHAEL
PARIS



MAJESTIC
HOTEL-SPA
PARIS



Rapport semestriel
30 juin 2017

www.leshotelsbaverez-sa.com

LES HOTELS BAVEREZ

Société Anonyme au Capital de € 10 127 050

Siège social : 2, Place des Pyramides 75001 PARIS

RCS PARIS 572 158 558

RAPPORT SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2017

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2017

ACTIVITE ET RESULTAT

Variation du Chiffre d'affaires au 30 juin 2017 : + 9.32%

En K€	1er Trimestre	2ème Trimestre	Cumul du 1/01 au 30/06
2017			
Hôtel Regina Paris	2 532	3 626	6 158
Hôtel Majestic-Spa Paris	929	1 344	2 273
Hôtel Raphael Paris	2 193	3 110	5 303
TOTAL 2017	5 654	8 080	13 734
2016			
Hôtel Regina Paris	2 326	2 982	5 308
Hôtel Majestic-Spa Paris	941	1 159	2 100
Hôtel Raphael Paris	2 110	3 045	5 155
TOTAL 2016	5 377	7 186	12 563
Variation en %	5.15%	12.44%	9.32%

Le chiffre d'affaires des trois établissements s'élève à 13,7 millions d'euros au 30 juin 2017. Il était de 12,5 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une progression de 9,32%.

L'Hôtel Regina voit son chiffre d'affaires augmenter de 16 % avec une progression de 3% de son prix moyen, une augmentation de 9.8 points de taux d'occupation et en conséquence une augmentation du RevPar de 17.37%.

Le trimestre chargé en évènements parisiens comme la mode et le salon du Bourget a permis de voir revenir une clientèle touristique ou d'affaires.

L'Hôtel Majestic - spa, après quelques difficultés d'organisation en début d'année voit son chiffre d'affaires de nouveau en augmentation de 8% sur le semestre. Son taux d'occupation gagne 5.3 points comparé à l'an dernier et avec un prix moyen stable, son RevPar progresse de 9.76%.

Le chiffre d'affaires de l'Hôtel Raphael augmente de 3%, principalement soutenu par la Restauration sur le 2^e trimestre 2017. Son taux d'occupation reste stable à 63.6 % et son prix moyen diminue de 2,48 euros de sorte que le RevPar baisse de 1,8%.

Cet établissement subit encore les conséquences d'une année 2016 très morose pour l'hôtellerie parisienne. Les travaux de l'ascenseur panoramique mis en service en mars 2017 ont ralenti sa reprise sur ce début d'année. L'ouverture de la Terrasse notamment sur le 2^e trimestre, a permis à la restauration de bien se développer et elle a gagné 15,3% par rapport à l'an dernier. Rappelons que l'an dernier les mauvaises conditions climatiques à Paris avaient très fortement impacté l'activité de la restauration de cet établissement.

Le Taux d'Occupation d'ensemble sur chambres disponibles pour la société s'établit donc à 69,41 % au 30 juin 2017 pour 64,39% au 30 juin 2016. Le prix moyen hors taxes s'élève à 363,37 € pour 359,54 € l'an dernier à la même date. Le RevPar (Revenu par chambre) s'établit à 252,21 €. Il était de 231.51 € hors taxes au 30 juin 2016.

LES INDICATEURS DETAILLES PAR HOTEL SE PRESENTENT COMME SUIT :

	REGINA			RAPHAEL			MAJESTIC			LES HOTELS BAVEREZ		
	30/06/17	30/06/16	Var.	30/06/17	30/06/16	Var.	30/06/17	30/06/16	Var.	30/06/17	30/06/16	Var.
TO	80.03%	70.23%	9.80	63.64%	64.40%	-0.76	57.80%	52.46%	5.34	69.41%	64.39%	5.02
PM	360.60 €	350.12 €	2.99%	360.54 €	363.02 €	-0.68%	376.49 €	377.90 €	-0.37%	363.37 €	359.54 €	1.07%
RevPar	288.60 €	245.88 €	17.37%	229.43 €	233.78 €	-1.86%	217.60 €	198.25 €	9.76%	252.21 €	231.51 €	8.94%
Ciffre d'affaires total - K€	6 158	5 308	16.01%	5 303	5 155	2.87%	2 273	2 100	8.24%	13 734	12 563	9.32%

Au 30 juin 2017, le total des produits d'exploitation s'est élevé à 14 260 K€ pour 13 258 K€ l'année précédente à la même date, soit une progression de 7,6 %.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 14 330 K€ pour 13 645 K€ au 30 juin 2016, soit une augmentation de 5,0 %.

Le résultat d'exploitation est une perte de 70 K€ pour une perte de 387 K€ au 30 juin 2016.

Le résultat financier s'établit à 27 K€, c'était une perte de 166 K€ au 30 juin 2016.

Le résultat exceptionnel est une perte de 2 K€.

L'impôt sur les sociétés est un profit de 231 K€ et comprend un crédit d'impôt obtenu en 2016 de 2 K€ et le CICE calculé au 30 juin 2017 pour 229 K€.

Le résultat net est un profit de 186 K€ à mi année 2017. Au 30 juin 2016 le résultat net était une perte de 434 K€.

Au niveau du bilan actif, les investissements en cours représentent 293 K€ et correspondent principalement au solde des travaux engagés pour la rénovation de l'hôtel Regina entre 2013 et 2015 et qui n'ont pas encore pu être immobilisés du fait de contestation sur les soldes définitifs, ainsi que le solde sur les travaux de l'ascenseur panoramique de l'hôtel Raphael mis en service en mars 2017.

La trésorerie s'élève à 7,7 M€ comparée à 6,7 M€ au 31 décembre 2016. L'endettement net s'élève à 3,7 M€ pour 3,5 M€ au 31 décembre 2016.

Le total du bilan est de 52,0 M€.

Au passif les provisions pour risques et charges ont diminuées de 233 K€ comparées au 31 décembre 2016, résultant des dotations ou reprises de provisions pour les travaux de ravalement et les litiges prud'homaux (cf. Litiges en cours et provisions ci-dessous).

Le total des dettes est de 17,2 M€ au 30 juin 2017, il était de 16,2 M€ au 31 décembre 2016.

Rappelons que les comptes semestriels au 30 juin 2017 n'ont pas fait l'objet de travaux de la part du commissaire aux comptes, la société n'ayant pas l'obligation de faire revoir ses comptes semestriels.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2017

Assemblée Générale du 15 juin 2017

L'Assemblée générale des actionnaires s'est tenue le 15 juin 2017 et a approuvé les comptes annuels 2016 présentant une perte de 147 K€. Elle a décidé de ne pas verser de dividendes.

Travaux

Comme évoqué ci-dessus, les travaux de l'ascenseur panoramique de l'Hôtel Raphael qui dessert la Terrasse se sont terminés début mars 2017.

Au cours du 2^e trimestre et du fait d'une activité soutenue, seuls des travaux d'entretien ont été réalisés dans les trois hôtels afin de toujours accueillir les clients dans les meilleures conditions.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE MENTIONNES DANS LE RAPPORT ANNUEL 2016

Aucun évènement n'avait été mentionné dans le rapport annuel au 31 décembre 2016.

Notons néanmoins que le contrôle URSSAF portant sur les années 2014 à 2016 et qui a débuté en avril 2017 n'est pas encore terminé.

LES LITIGES EN COURS ET PROVISIONS

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour remplir son obligation.

Provision pour Litiges

La provision pour prud'hommes s'élève à 211 100 € au 30 juin 2017 ; elle s'élevait à 443 600 € en fin d'année 2016.

Une reprise de provision a été effectuée sur le 1^e semestre 2017 pour 232 500 € concernant six affaires pour lesquels des jugements ont eu lieu sur l'exercice.

La société provisionne les litiges après avis pris auprès de ses avocats, certaines demandes étant infondées.

Provision pour Grosses Réparations : Ravalement

L'évaluation de la provision pour grosses réparations relative aux constructions a été effectuée sur la base d'estimations (devis) du coût de ravalement et prend en compte les caractéristiques et l'environnement géographique de chacun des établissements (montant estimé de 1 600 K€). En application du règlement CRC 2002-10, modifié par le CRC 2003-07, la société a constitué une provision pour grosses réparations liée au ravalement des établissements sur la base du montant estimé des travaux, initialement étalée sur une période de 13 ans.

La société a décidé lors de son conseil d'administration de septembre 2015 de reconstituer une provision pour ravalement pour l'hôtel Regina à compter du 1^e juillet 2015 afin de lui permettre de faire face à cette

obligation - article L 132-1 du Code de la construction. La provision sera complètement dotée au 31 décembre 2035.

Le total des provisions pour ravalement pour nos trois établissements au 30 juin 2017 s'élève à 993 K€ contre 952 K€ au 31 décembre 2016. La dotation s'élève à 41 K€ sur le semestre.

Autres litiges

La société a fait appel dans le litige qui l'oppose à un prestataire intervenant sur les travaux de rénovation de l'hôtel Regina, et pour lequel elle avait été condamnée au versement d'une provision de 220 000 € hors taxes par Ordonnance en référé du 13 janvier 2014. La Cour d'appel dans son arrêt du 20 janvier 2015 confirmait la désignation d'un expert et la provision prononcée en référé. En revanche, elle faisait droit à notre demande subsidiaire que cette provision se voit ramenée à 191.436 € HT, soit une différence de 28.564 € HT avec la somme payée. L'expertise est toujours en cours. Il convient de préciser que cette somme a été mise à la charge du Maître d'œuvre conformément à son contrat. Il en sera de même pour toute somme complémentaire que la société serait amenée à déboursier pour ce litige.

Contrôle fiscal

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal initié en septembre 2016 et portant sur les exercices 2013, 2014 et 2015.

Le 16 novembre 2016, une proposition de rectification a été émise par l'administration fiscale et les redressements portent sur la TVA et les valeurs nettes comptables des éléments d'actifs mis au rebut dus aux travaux de l'hôtel Regina principalement sur ces années.

Suite au courrier d'observation fait en janvier 2017, l'administration a abandonné le redressement en TVA puisqu'injustifié. Concernant les mises au rebut, l'administration qui entendait maintenir son redressement pour une base de 215 K€ nous a fait part de l'abandon des rehaussements suite au recours hiérarchique effectué en mars 2017.

Contrôle URSSAF

La société a également reçu le 30 janvier 2017 un avis de contrôle de la part de l'URSSAF et portant sur les années 2014 à 2016. Ce contrôle n'est pas terminé au 30 juin 2017.

EMPRUNT

Au cours de l'année 2012, la société a réalisé un certain nombre de travaux (Sécurité Incendie à l'hôtel Raphael, mise en conformité des sanitaires pour les PMR, etc...).

L'emprunt contracté à cet effet le 1^{er} aout 2012 pour un montant de 3 millions d'euros, remboursable sur 5 ans sera donc définitivement remboursé en aout 2017.

Cet emprunt porte intérêt au taux fixe de 2,5% l'an. Il n'y a ni nantissement ni garantie attachée à cet emprunt.

L'hôtel Regina sur l'année 2013 a engagé des travaux de rénovation complète, incluant la réfection de la toiture ainsi que le ravalement de l'immeuble. L'ampleur de ces travaux estimés à 15 M€ a nécessité la mise en place d'un emprunt à compter de septembre 2013 pour 10 M€. Un complément d'emprunt de 3 millions d'euros a été souscrit en juin 2015.

Ces deux emprunts sont garantis par un nantissement sur le fonds de commerce sis 2 place des Pyramides 75001 Paris.

Lors du Conseil d'administration de mars 2017 et afin de pouvoir exécuter les travaux d'étanchéité de la terrasse et le ravalement des façades de l'hôtel Raphael, il a été décidé de restructurer la dette existante en y intégrant 2 M€ supplémentaire de sorte que le nouvel emprunt contracté s'élève à 11.3 M€ et les deux emprunts précédents consacrés aux travaux de l'hôtel Regina ont été remboursés.

Au 30 juin 2017, le capital restant à rembourser sur ces emprunts en cours s'élève à 11.4 millions d'euros. Le montant total des intérêts comptabilisés au 30 juin 2017 s'élève à 122 169 euros.

L'emprunt de 3 millions d'euros contracté le 1^{er} août 2012 porte intérêt au taux fixe de 2,5% l'an. Il est remboursable par mensualités constantes de 53 242,08 euros jusqu'au 31 juillet 2017.

L'emprunt de 11,3 M€, contracté le 24 mai 2017 porte intérêt au taux fixe annuel de 2.00 % l'an. Il est remboursable par amortissement constant de 41 trimestres d'un montant de 275 769 euros sur 10 ans et 3 mois à partir de mai 2017, soit jusqu'au 24 août 2027.

CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE ET EMPLOI

Le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2013, constaté dans les comptes annuels 2013 pour 286 211 € et comptabilisé au crédit du compte 699 – Crédit d'impôt - a été partiellement imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au 31 décembre 2013 pour 131 499 €. Ce crédit d'impôt a essentiellement servi au financement de travaux dans nos établissements. Le reliquat n'ayant pas pu être imputé sur les impôts du fait des déficits fiscaux, il a fait l'objet d'un remboursement par l'administration en juillet 2017.

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2014 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2014 s'élève à 417 666 €.

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2015 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2015 s'élève à 411 349 €.

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2016 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2016 s'élève à 390 192 €.

Ces crédits d'impôts n'ont pas pu être imputés du fait des déficits des exercices 2014, 2015 et 2016.

Au 30/06/2017, le montant du CICE constaté dans les comptes selon les mêmes modalités s'élève à 228 956 €. Il fera l'objet d'un calcul définitif au 31 décembre 2017.

Le total des CICE restant en compte au 30 juin 2017 s'élève donc à 1 602 875 €.

Leurs modes de comptabilisation sont identiques à ceux de 2013.

REPARTITION DU CAPITAL

Les informations publiées dans le rapport annuel 2016 de la société, sont présentées ci-dessous pour mémoire.

Nous vous signalons l'identité des personnes détenant directement ou indirectement au 31 décembre 2016, plus de 5 %, de 10%, de 15%, de 20%, de 25%, de 33,33 %, de 50%, de 66,66 %, de 90% ou de 95% du capital social ou des droits de vote aux Assemblées Générales :

	% du capital	% des droits de vote
Famille BAVEREZ :	58.44 %	71.09 %
Quilvest et Associés Gestion d'Actifs :	5.81 % ⁽¹⁾	3.61 %
Franklin Finance	17.07 % ⁽²⁾	10.60 %

⁽¹⁾ Déclaration du 1^{er} décembre 2006 - Franchissement de seuil le 24 novembre 2006 (avis AMF n°206C2182)

⁽²⁾ La société Franklin Finance a déclaré au 18 novembre 2016 un franchissement de seuil de 15% et détenir 17,07 % du capital et 10,60 % des droits de vote.

La société Financière de l'Echiquier, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré à la Société le 23 décembre 2016 un franchissement de seuil à la baisse et ne plus détenir aucune action de la société.

A la connaissance de la société aucune autre personne physique ou morale ne possède plus de 5 % des actions du capital ou des droits de vote.

Rappelons que l'article 13 des statuts de la société prévoit un droit de vote double : disposeront de deux voix par action lors des Assemblées générales, sans limitation, les propriétaires d'actions nominatives entièrement libérées, qui auront été inscrites à leur nom pendant quatre ans au moins.

La société ne détient pas ses propres actions.

OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LES TITRES DE LA SOCIETE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2017

Il n'y a pas eu d'opération réalisée par les dirigeants sur les titres de la société au cours du premier semestre 2017.

GESTION DES RISQUES

L'identification des principaux risques et leur gestion est présentée dans le rapport annuel 2016. Il n'y a pas eu d'évolution notable de ces risques au cours du semestre écoulé.

EVENEMENT POSTERIEUR A L'ARRETE AU 30 JUIN 2017

Aucun événement susceptible d'avoir une influence significative sur les comptes de la société n'est intervenu depuis l'arrêté des comptes semestriels au 30 juin 2017.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Après une année 2016 très affectée par les attentats terroristes et un état d'urgence qui a fait fuir les touristes de la capitale, l'activité hôtelière semble renouer avec de bonnes progressions, portée par une année comportant de nombreux salons dont le salon du Bourget en juin. Mais la réalité est quelque peu différente avec notamment un marché du Moyen Orient qui n'a quasiment pas produit de recettes dans nos hôtels cet été alors que les chiffres du tourisme étranger à Paris montrent des taux de progressions à deux chiffres.

L'hôtel Raphael et l'hôtel Majestic – Spa, qui ont renouvelés avec brio leur classification 5 étoiles (l'hôtel Majestic-Spa en avril 2016 et l'hôtel Raphael très récemment en mars 2017) et qui ont vu leurs revenus baisser sur l'année 2016 semblent rencontrer plus de difficultés à se redresser que l'hôtel Regina qui maintient une activité soutenue sur ce semestre.

La rénovation nécessaire d'un ascenseur de service de l'hôtel Raphael ainsi que le commencement en fin d'année de quelques travaux en terrasse provoqueront la stérilisation de quelques chambres exposées afin de recevoir les clients toujours dans un confort de qualité. Ces quelques stérilisations vont affecter l'activité de cet établissement sur la fin d'année 2017 et début 2018.

Les résultats attendus pour 2017 devraient redevenir bénéficiaires, mais nous restons prudent car si les chiffres d'affaires globaux sont en progression sur l'année, les amortissements et les charges financières consécutives aux financements des rénovations mais également les frais engagés pour maintenir de bons niveaux de ventes directes ou de distribution sur tous les canaux et le démarchage de nouveaux marchés de proximité ou à l'étranger devraient limiter les résultats de l'année 2017.

COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2017
(Comptes non audités)

I. — Bilan

Actif	30/06/2017		30/06/2016	31/12/2016
	Brut	Amortissement provision	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et val. similaires	301 559	211 420	90 139	87 819
Autres immobilisations incorporelles	13 604	8 777	4 827	5 417
Immobilisations corporelles :				
Terrains	1 091 384		1 091 384	1 091 384
Constructions	57 128 901	24 524 986	32 603 915	33 407 927
Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 796 389	6 560 753	5 235 636	5 508 988
Autres immobilisations corporelles	1 946 284	1 183 996	762 288	790 418
Immobilisations corporelles en cours	291 877		291 877	883 143
Avances et acomptes	103 949		103 949	23 024
Immobilisations financières (2) :				
Prêts	16 109		16 109	30 931
Autres immobilisations financières	49 243		49 243	48 868
	72 739 299	32 489 932	40 249 367	41 877 919
Actif circulant :				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	258 771		258 771	258 410
Marchandises	166 258	18 942	147 316	136 655
Avances et acomptes versés sur commandes	19 190		19 190	42 475
Créances :				
Clients et comptes rattachés	1 352 808	129 760	1 223 048	1 088 427
Autres créances	1 862 148	10 000	1 852 148	1 455 252
Valeurs mobilières de placement :				
Autres titres	350 000		350 000	2 438 767
Disponibilités	7 379 449		7 379 449	4 579 561
Charges constatées d'avance	511 251		511 251	548 472
	11 899 875	158 702	11 741 173	10 548 019
Total général	84 639 174	32 648 634	51 990 540	52 425 938
				40 963 260

Passif	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
	Net	Net	Net
Capitaux propres :			
Capital (dont versé : 10 127 050,00)	10 127 050	10 127 050	10 127 050
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 370 981	1 370 981	1 370 980
Réserve légale	1 101 919	1 101 919	1 101 919
Autres réserves	20 798 732	20 945 867	20 945 868
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	185 821	-433 646	-147 136
	<u>33 584 503</u>	<u>33 112 171</u>	<u>33 398 681</u>
Provisions pour risques et charges :			
Provisions pour risques	211 100	407 600	443 600
Provisions pour charges	992 687	910 785	951 736
	<u>1 203 787</u>	<u>1 318 385</u>	<u>1 395 336</u>
Dettes (1) :			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	11 383 596	11 339 165	10 136 528
Emprunts et dettes financières	8 425	206 479	8 425
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	788 542	1 134 640	790 605
Fournisseurs et comptes rattachés	1 205 271	1 166 142	1 339 919
Dettes fiscales et sociales	3 154 676	3 171 802	2 966 639
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	600 263	894 106	837 899
Autres dettes	37 586	55 970	63 777
Produits constatés d'avance	23 891	27 078	25 451
	<u>17 202 250</u>	<u>17 995 382</u>	<u>16 169 243</u>
Total général	<u>51 990 540</u>	<u>52 425 938</u>	<u>50 963 260</u>
<i>(1) Dont à plus d'un an (a)</i>	<i>10 212 901</i>	<i>8 925 627</i>	<i>7 978 151</i>
<i>(1) Dont à moins d'un an (a)</i>	<i>6 200 807</i>	<i>7 935 118</i>	<i>7 400 486</i>
<i>(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours</i>			

II. — Compte de résultat

	30/06/2017		30/06/2016	
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation :				
Ventes de marchandises	2 853 850		2 853 850	2 538 664
Production vendue (services)	10 879 761		10 879 761	10 024 627
Chiffre d'affaires net	13 733 611		13 733 611	12 563 291
Reprises sur provisions et transfert de charges			411 515	617 970
Autres produits			115 257	76 415
			14 260 383	13 257 676
Charges d'exploitation :				
Achats de marchandises			818 027	730 148
Variation de stocks			-16 474	9 881
Autres achats et charges externes			4 382 994	4 136 647
Impôts, taxes et versements assimilés			699 132	679 910
Salaires et traitements			4 741 507	4 506 659
Charges sociales			1 870 435	1 670 063
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 577 350	1 612 280
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			154 701	126 319
Pour risques et charges : dotations aux provisions			40 951	89 950
Autres charges			61 555	82 984
			14 330 178	13 644 841
Résultat d'exploitation			-69 795	-387 165
Produits financiers :				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			3 107	11 437
Reprises sur provisions et transferts de charges			53 074	44 515
Différences positives de change			0	1 087
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			142 685	0
			198 866	57 039
Charges financières :				
Dotations aux amortissements et aux provisions			0	53 605
Intérêts et charges assimilées			122 169	152 548
Différences négatives de change			2 537	2 309
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			47 516	14 927
			172 222	223 389
Résultat financier			26 644	-166 350
Résultat courant avant impôts			-43 151	-553 515

Compte de résultat (suite) :

	30/06/2017	30/06/2016
	Total	Total
Produits exceptionnels :		
Sur opérations en capital	1	
Reprise sur dépréciations, provisions		
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	68	
Sur opérations en capital	2 183	71 485
	2 251	71 485
Résultat exceptionnel	-2 251	-71 485
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	-231 223	-191 354
Total des produits	14 459 249	13 314 715
Total des charges	14 273 428	13 748 361
Bénéfice ou perte	185 821	-433 646

III. — Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	1er Semestre 2017	1er Semestre 2016
	En K€	En K€
Flux de trésorerie liés à l'activité :		
Résultat net	185.8	-433.6
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et provisions	1 331.4	1 342.9
Plus et moins-value de cession	0.0	0.0
Autres charges et produits calculés	2.2	71.5
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :		
Variation des stocks	-16.5	9.9
Variation des créances d'exploitation	-604.0	-215.9
Variation des dettes d'exploitation	23.6	544.4
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-596.9	338.4
Flux net de trésorerie généré par l'activité	922.5	1 319.1
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations	-882.0	-1 171.2
Cessions ou réductions d'immobilisations	0.0	0.0
Autres flux liés aux opérations d'investissement	-237.6	-306.2
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 119.6	-1 477.4
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :		
Dividendes versés aux actionnaires	0.0	0.0
Augmentation de capital en numéraire	0.0	0.0
Emprunt	11 306.6	0.0
Remboursement d'emprunt	-10 064.5	-1 171.3
Autres flux liés aux opérations de financement	5.0	204.2
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 247.1	-967.1
Variation de trésorerie	1 050.0	-1 125.4
Trésorerie d'ouverture	6 679.5	8 197.3
Variation de trésorerie de la période	1 050.0	-1 125.4
Trésorerie à la clôture de la période	7 729.4	7 071.9
En milliers d'euros		
	30/06/2017	30/06/2016
Emprunt auprès des établissements de crédit	11 359.7	11 318.3
Dettes financières diverses	8.4	206.5
Intérêts courus	23.5	20.9
Concours bancaires		
Total des dettes financières	11 391.6	11 545.6
Endettement Net	3 662.2	4 473.7

IV. — Tableau des variations des capitaux propres

En euros	31/12/2016	+	Dividendes	-	30/06/2017
Capital	10 127 050				10 127 050
Primes, réserves	23 418 767		0	147 136	23 271 631
Report à nouveau	0				0
Résultat	-147 136	185 821		-147 136	185 821
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées	0				0
Autres	0				0
Total	33 398 681	185 821	0	0	33 584 502

V. — Notes annexes aux comptes sociaux

Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été établis conformément aux dispositions du Code de commerce et du nouveau plan comptable général (règlement ANC 2014-03).

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours du semestre.

Changement de présentation

Aucun changement notable de présentation n'est intervenu au cours du semestre.

LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES SONT LES SUIVANTES :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue selon le mode linéaire ou dégressif.

- Constructions : 30 à 50 ans
- Aménagement des constructions : 10 à 30 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 5 à 20 ans
- Installations générales, agenc. et aménag. divers : 3 à 15 ans
- Matériel de bureau et informatique : 5 ans
- Mobilier : 10 ans

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont amortis sur 5 ans.

Les logiciels informatiques acquis séparément sont amortis sur 3 à 5 ans.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Dépréciation

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est constituée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable. L'estimation de cette provision est réalisée au cas par cas.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Actions

Les actions sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. En fin d'exercice, leur coût d'acquisition est comparé au dernier cours connu, si ce dernier est inférieur, il est constitué une provision pour la différence.

Obligations

Les obligations sont comptabilisées à leur valeur nominale. A la clôture, celle-ci est comparée à la dernière valeur connue hors coupon couru. Si cette dernière est inférieure, il est constitué une provision pour la différence.

SICAV, FCP et assimilés

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. A la clôture de l'exercice, si le coût d'acquisition est supérieur à la valeur de rachat, cette différence est constatée par la constitution d'une provision.

Le montant des plus-values latentes sur Sicav, non comptabilisé conformément aux règles comptables est nul au 30 juin 2017, toutes les valeurs mobilières de placement ayant été vendues sur le semestre.

Comptes à terme

Les intérêts courus non échus sur les comptes à terme ont été comptabilisés au 30 juin 2017 pour un montant de 1 233 €.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour remplir son obligation.

Provision pour Litiges

La provision pour prud'hommes s'élève à 211 100 € au 30 juin 2017 ; elle s'élevait à 443 600 € en fin d'année 2016.

Une reprise de provision a été effectuée sur le 1^{er} semestre 2017 pour 232 500 € concernant six affaires pour lesquels des jugements ont eu lieu sur l'exercice.

La société provisionne les litiges après avis pris auprès de ses avocats, certaines demandes étant infondées.

Provision pour Grosses Réparations : Ravalement

L'évaluation de la provision pour grosses réparations relative aux constructions a été effectuée sur la base d'estimations (devis) du coût de ravalement et prend en compte les caractéristiques et l'environnement géographique de chacun des établissements (montant estimé de 1 600 K€). En application du règlement CRC 2002-10, modifié par le CRC 2003-07, la société a constitué une provision pour grosses réparations liée au ravalement des établissements sur la base du montant estimé des travaux, initialement étalée sur une période de 13 ans.

La société a décidé lors de son conseil d'administration de septembre 2015 de reconstituer une provision pour ravalement pour l'hôtel Regina à compter du 1^{er} juillet 2015 afin de lui permettre de faire face à cette obligation - article L 132-1 du Code de la construction. La provision sera complètement dotée au 31 décembre 2035.

Le total des provisions pour ravalement pour nos trois établissements au 30 juin 2017 s'élève à 993 K€ contre 952 K€ au 31 décembre 2016. La dotation s'élève à 41 K€ sur le semestre.

Autres litiges

La société a fait appel dans le litige qui l'oppose à un prestataire intervenant sur les travaux de rénovation de l'hôtel Regina, et pour lequel elle avait été condamnée au versement d'une provision de 220 000 € hors taxes par Ordonnance en référé du 13 janvier 2014. La Cour d'appel dans son arrêt du 20 janvier 2015 confirmait la désignation d'un expert et la provision prononcée en référé. En revanche, elle faisait droit à notre demande subsidiaire que cette provision se voit ramenée à 191.436 € HT, soit une différence de 28.564 € HT avec la somme payée. L'expertise est toujours en cours. Il convient de préciser que cette somme a été mise à la charge du Maître d'œuvre conformément à son contrat. Il en sera de même pour toute somme complémentaire que la société serait amenée à déboursier pour ce litige.

Contrôle fiscal

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal initié en septembre 2016 et portant sur les exercices 2013, 2014 et 2015.

Le 16 novembre 2016, une proposition de rectification a été émise par l'administration fiscale et les redressements portent sur la TVA et les valeurs nettes comptables des éléments d'actifs mis au rebut dus aux travaux de l'hôtel Regina principalement sur ces années.

Suite au courrier d'observation fait en janvier 2017, l'administration a abandonné le redressement en TVA puisqu'injustifié. Concernant les mises au rebut, l'administration qui entendait maintenir son redressement

pour une base de 215 K€ nous a fait part de l'abandon des rehaussements suite au recours hiérarchique effectué en mars 2017.

Contrôle URSSAF

La société a également reçu le 30 janvier 2017 un avis de contrôle de la part de l'URSSAF et portant sur les années 2014 à 2016. Ce contrôle n'est pas terminé au 30 juin 2017.

EMPRUNT

Au cours de l'année 2012, la société a réalisé un certain nombre de travaux (Sécurité Incendie à l'hôtel Raphael, mise en conformité des sanitaires pour les PMR, etc...).

L'emprunt contracté à cet effet le 1^{er} août 2012 pour un montant de 3 millions d'euros, remboursable sur 5 ans sera donc définitivement remboursé en août 2017.

Cet emprunt porte intérêt au taux fixe de 2,5% l'an. Il n'y a ni nantissement ni garantie attachée à cet emprunt.

L'hôtel Regina sur l'année 2013 a engagé des travaux de rénovation complète, incluant la réfection de la toiture ainsi que le ravalement de l'immeuble. L'ampleur de ces travaux estimés à 15 M€ a nécessité la mise en place d'un emprunt à compter de septembre 2013 pour 10 M€. Un complément d'emprunt de 3 millions d'euros a été souscrit en juin 2015.

Ces deux emprunts sont garantis par un nantissement sur le fonds de commerce sis 2 place des Pyramides 75001 Paris.

Lors du Conseil d'administration de mars 2017 et afin de pouvoir exécuter les travaux d'étanchéité de la terrasse et le ravalement des façades de l'hôtel Raphael, il a été décidé de restructurer la dette existante en y intégrant 2 M€ supplémentaire de sorte que le nouvel emprunt contracté s'élève à 11.3 M€ et les deux emprunts précédents consacrés aux travaux de l'hôtel Regina ont été remboursés.

Au 30 juin 2017, le capital restant à rembourser sur ces emprunts en cours s'élève à 11.4 millions d'euros. Le montant total des intérêts comptabilisés au 30 juin 2017 s'élève à 122 169 euros.

L'emprunt de 3 millions d'euros contracté le 1^{er} août 2012 porte intérêt au taux fixe de 2,5% l'an. Il est remboursable par mensualités constantes de 53 242,08 euros jusqu'au 31 juillet 2017.

L'emprunt de 11,3 M€, contracté le 24 mai 2017 porte intérêt au taux fixe annuel de 2.00 % l'an. Il est remboursable par amortissement constant de 41 trimestres d'un montant de 275 769 euros sur 10 ans et 3 mois à partir de mai 2017, soit jusqu'au 24 août 2027.

EVALUATION DES ENGAGEMENTS ENVERS LES SALARIES EN ACTIVITE

L'évaluation des engagements en matière de retraite et avantages assimilés n'a pas fait l'objet d'une mise à jour pour la présentation des comptes semestriels au 30 juin 2017.

Au 31 décembre 2016, elle se présentait comme suit :

Les engagements de l'entreprise sont évalués à la clôture de l'exercice, salarié par salarié. L'engagement de l'entreprise envers un salarié en activité représente une dette potentielle à long terme.

Cette dette est (d'après OEC, rec n°123 méthode de répartition des coûts au prorata de l'ancienneté) :

- actualisée en appliquant un taux d'intérêts composés compatible avec la nature de dette à long terme.
- pondérée par la probabilité pour que le salarié remplisse un jour les conditions requises (espérance mathématique de la dette actualisée répartie entre les exercices au prorata de l'ancienneté acquise).

Elle est calculée sur la totalité des salariés en contrat à durée indéterminée, avec un âge de départ volontaire des employés à la retraite à 65 ans.

$$D = I \times (1 + i)^{-n} \times Pp \times Ps \times na / nt$$

D = estimation actuelle de l'engagement
 I = montant de l'indemnité prévue
 na = nombre actuel d'années d'ancienneté
 nt = nombre total d'années d'ancienneté le jour du départ en retraite
 n = (nt-na)
 Pp = probabilité de présence d'un salarié à l'âge de retraite.
 Ps = probabilité de survie à l'âge de la retraite.
 i = taux d'intérêt retenu pour l'actualisation.

Le taux d'actualisation retenu (obligation à long terme) : 1,15 %

Engagement Indemnités :	52 043 €
+ charges sociales (46%) :	23 940 €
	75 983 €

Rappelons que ce montant ne fait pas l'objet d'une provision dans nos comptes.

CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE ET EMPLOI

Le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2013, constaté dans les comptes annuels 2013 pour 286 211 € et comptabilisé au crédit du compte 699 – Crédit d'impôt - a été partiellement imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au 31 décembre 2013 pour 131 499 €. Ce crédit d'impôt a essentiellement servi au financement de travaux dans nos établissements. Le reliquat n'ayant pas pu être imputé sur les impôts du fait des déficits fiscaux, il a fait l'objet d'un remboursement par l'administration en juillet 2017.

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2014 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2014 s'élève à 417 666 €.

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2015 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2015 s'élève à 411 349 €.

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2016 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2016 s'élève à 390 192 €.

Ces crédits d'impôts n'ont pas pu être imputés du fait des déficits des exercices 2014, 2015 et 2016.

Au 30/06/2017, le montant du CICE constaté dans les comptes selon les mêmes modalités s'élève à 228 956 €. Il fera l'objet d'un calcul définitif au 31 décembre 2017.

Le total des CICE restant en compte au 30 juin 2017 s'élève donc à 1 602 875 €.

Leurs modes de comptabilisation sont identiques à ceux de 2013.

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Au 30 juin 2017, le montant des engagements de la société vis-à-vis des entreprises de travaux et autres fournisseurs d'immobilisations s'élève à 120 K€. Ces engagements concernent les travaux de création ou de rénovation des ascenseurs de l'hôtel Raphael.

En contrepartie, les entreprises de travaux et autres fournisseurs d'immobilisations doivent fournir à notre société une prestation à hauteur des mêmes montants.

ENGAGEMENTS RECUS

Au 30 juin 2017, le montant total des cautions reçues et non échues des entreprises de travaux s'élève à 145 946 €.

ENGAGEMENTS DONNES

Les emprunts contractés en septembre 2013 et juin 2015, restructurés au printemps 2017 et concernant les travaux de rénovations de l'Hôtel Regina sont garantis par un nantissement auprès de la banque sur le fonds de commerce sis 2 Place des Pyramides 75001 Paris.

Ce nantissement est évalué à 11 M€ représentant le capital restant dû.

PARTIES LIEES

Absence de transaction significative avec les parties liées.

GESTION DES RISQUES

L'identification des principaux risques et leur gestion est présentée dans le rapport annuel 2016. Il n'y a pas eu d'évolution notable de ces risques au cours du semestre écoulé.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2017

Assemblée Générale du 15 juin 2017

L'Assemblée générale des actionnaires s'est tenue le 15 juin 2017 et a approuvé les comptes annuels 2016 présentant une perte de 147 K€. Elle a décidé de ne pas verser de dividendes.

Travaux

Comme évoqué ci-dessus, les travaux de l'ascenseur panoramique de l'Hôtel Raphael qui dessert la Terrasse se sont terminés début mars 2017.

Au cours du 2^e trimestre et du fait d'une activité soutenue, seuls des travaux d'entretien ont été réalisés dans les trois hôtels afin de toujours accueillir les clients dans les meilleures conditions.

EVENEMENTS POSTERIEUR A L'ARRETE DU 30 JUIN 2016

Aucun évènement susceptible d'avoir une influence significative sur les comptes de la société n'est intervenu depuis l'arrêt des comptes au 30 juin 2017.

Notons néanmoins que le contrôle URSSAF portant sur les années 2014 à 2016 et qui a débuté en avril 2017 n'est pas encore terminé.

Immobilisations :

	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Diminutions par virement	Par cession	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles :					
Frais d'établissement, de recherche et développement : total I					
Autres postes d'immobilisations incorporelles : total II	304 373	17 717		6 927	315 163
Immobilisations corporelles :					
Terrains	1 091 384				1 091 384
Constructions sur sol propre	32 465 898	1 048 152		12 295	33 501 755
Constructions sur sol d'autrui	2 695 160				2 695 160
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	20 780 192	158 342		6 547	20 931 987
Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 557 439	308 387		69 437	11 796 389
Installations générales, agencements et aménagements divers	1 433 679	20 091			1 453 771
Matériel de transport	13 857				13 857
Matériel de bureau et informatique, mobilier	462 025	46 103		29 471	478 656
Immobilisations corporelles en cours	1 008 983	290 877	1 007 984		291 877
Avances et acomptes	48 519	79 950	24 519		103 951
Total III	71 508 616	1 871 952	1 007 984	117 750	72 254 834
Immobilisations financières :					
Prêts et autres immobilisations financières	65 052	300			65 352
Total IV	65 052	300		0	65 352
Total général (I + II + III + IV)	71 926 560	1 969 919	1 032 503	124 677	72 739 300

Amortissements :

Situation et mouvements de l'exercice Immobilisations	Valeur en début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions sorties / reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations Amortissables				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement recherche développement total I				
Autres immobilisations incorporelles total II	210 360	16 766	6 929	220 197
Immobilisations corporelles :				
Constructions sur sol propre	12 102 475	603 068	12 295	12 693 248
Constructions sur sol d'autrui	717 891	26 952		744 843
Instal. Générales, agenc. et aménag. Constructions	10 640 572	452 869	6 546	11 086 896
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 224 504	403 502	67 253	6 560 753
Installations générales, agencements et aménagements divers	750 504	43 589		794 093
Matériel de transport	6 303	1 889		8 192
Matériel de bureau et informatique, mobilier	382 467	28 716	29 471	381 711
Total III	30 824 716	1 560 585	115 565	32 269 736
Total general (I + II + III)	31 035 076	1 577 351	122 494	32 489 932

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Néant

Charges à répartir sur plusieurs exercices :

Néant

Provisions inscrites au bilan :

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations exercice	Diminutions : reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges :				
Provisions pour litiges	443 600		232 500	211 100
Provisions pour grosses réparations	951 736	40 951		992 687
Autres provisions pour risques et charges				
Total I	1 395 336	40 951	232 500	1 203 787
Provisions pour dépréciations :				
Sur stocks et en-cours	22 314	14 942	18 314	18 942
Sur comptes clients	105 628	129 760	105 628	129 760
Autres provisions pour dépréciations	85 117	10 000	85 117	10 000
Total II	213 058	154 703	209 059	158 702
Total général (I + II)	1 608 395	195 654	441 559	1 362 489
Dont dotations et reprises :				
D'exploitation		195 654	388 485	
Financières			53 074	
Exceptionnelles				

Etat des créances et des dettes :

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé :			
Prêts	16 109		16 109
Autres immobilisations financières	49 243		49 243
De l'actif circulant :			
Clients douteux ou litigieux	75 959		75 959
Autres créances clients	1 276 849	1 276 849	
Personnel et comptes rattachés	9 379	9 379	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0	
Impôts sur les bénéfices	1 605 142	417 666	1 187 476
Taxe sur la valeur ajoutée	240 395	240 395	
Autres impôts et taxes	0	0	
Débiteurs divers	7 232	7 232	
Charges constatées d'avance	511 251	511 251	
Total	3 791 559	2 462 772	1 328 787

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit :				
A un an maximum à l'origine	416	416		
A plus d'un an à l'origine (1)	11 383 179	1 179 704	4 412 312	5 791 163
Emprunts et dettes financières diverses	8 425			8 425
Fournisseurs et comptes rattachés	1 205 271	1 205 271		
Personnel et comptes rattachés	1 265 930	1 265 930		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 081 991	1 081 991		
Impôt sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	278 607	278 607		
Autres impôts, taxes et versements assimilés	528 148	528 148		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	600 263	600 263		
Groupe et associés				
Autres dettes	37 586	37 586		
Produits constatés d'avance	23 891	23 891		
Total	16 413 707	6 201 807	4 412 312	5 799 588

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice 11 306 551

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice 10 064 464

Produits à recevoir : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23).

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	30/06/2017	30/06/2016
Créances clients et comptes rattachés	503	149
Autres créances	0	0
Valeurs mobilières de placement	0	3 378
Disponibilités	1 233	1 398
Total	1 736	4 925

Charges à payer : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23).

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	30/06/2017	30/06/2016
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	23 497	20 911
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	349 601	399 783
Dettes fiscales et sociales	2 368 381	2 473 982
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	257 203	538 055
Autres dettes	2 801	3 405
Total	3 001 483	3 436 137

Produits et charges constatés d'avance : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23).

Produits constatés d'avance	30/06/2017	30/06/2016
Produits d'exploitation	23 891	27 079
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	23 891	27 079

Charges constatées d'avance	30/06/2017	30/06/2016
Charges d'exploitation	511 251	548 472
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	511 251	548 472

Composition du capital social : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-12).

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant exercice	En fin d'exercice
Actions de capital	Règle du pair comptable	2 372 468			2 372 468

Ventilation du chiffre d'affaires net : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-21).

	France	Etranger	Total
Prestations de services	10 793 025		10 793 025
Ventes de marchandises	2 853 850		2 853 850
Produits des activités annexes	86 736		86 736
Total	13 733 611		13 733 611

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-20).

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	-43 151		-43 151
+ Résultat exceptionnel	-2 251		-2 251
- Participations des salariés			
- Crédit d'impôt Apprentissage		-2 267	2 267
- CICE		-228 956	228 956
Résultat comptable	-45 402	-231 223	185 821

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-24).

Allègements de la dette future d'impôt	Montant
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
Participation des salariés	
Autres :	
C3S Contribution de solidarité	191
Provision pour ravalement	794 641
Plus-value sur VMP	
Total	794 832

Transferts de charges : (Arrêté du 27-04-1982)

Transferts de charges	Montant
Divers refacturations et avantages en nature	14 737
Aide apprentissage et formation	7 278
Remboursement d'assurance	1 015
Total	23 030

LES HOTELS BAVEREZ S.A.

Responsables du rapport financier semestriel, du contrôle des comptes et des documents accessibles au public

1^{er} Semestre 2017

Nom et fonction de la personne qui assume la responsabilité du rapport financier semestriel

Françoise BAVEREZ

Président du Conseil d'Administration

Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 7 septembre 2017

Françoise BAVEREZ

Président du Conseil d'Administration

Responsable de l'information financière

Sylvie Ausseur

Directeur financier

LES HOTELS BAVEREZ S.A.

2, place des Pyramides

75001 Paris

Tél. : 01 42 60 31 10

sylvie.ausseur@hotels-baverez.com